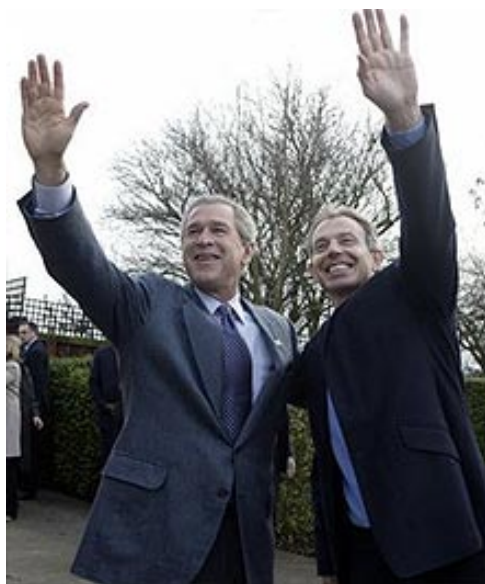


LA DÉMOCRATIE N'EST PAS SOLUBLE DANS L'ATLANTISME

Tony go home !



Onze parlementaires britanniques ont ressuscité une ancienne procédure d'*impeachment* et demandent à leurs collègues de destituer le Premier ministre, Tony Blair. Ils entendent sanctionner l'affront qu'il a fait à la démocratie en mentant à la Chambre des Communes pour entraîner le pays dans une guerre voulue par les États-Unis. Pour la première fois depuis la chute du Mur de Berlin, des parlementaires occidentaux s'insurgent contre l'alignement atlantiste et luttent pour recouvrer leur droit de contrôle de l'exécutif.

page 2

Haïti : une polémique en trompe l'œil

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Charles Najman louant les mérites du rapport Debray et de l'interventionnisme de Dominique de Villepin en Haïti, déplore la timidité de son successeur, Michel Barnier. Ce dernier rétorque que la France n'a jamais été aussi présente dans l'île. Derrière cette fausse polémique s'en cache une vraie : celle sur le repositionnement de la France par rapport aux États-Unis à Haïti.

page 7

REPÈRE : 30 AOÛT 1969

Dédommagements sélectifs

Au Vietnam, entre 1962 et 1971, le Pentagone met en œuvre un « programme de déni d'accès à la nourriture » : il arrose les forêts et champs d'herbicide afin de détruire les réserves de la guérilla. Dès 1965, il y ajoute « l'agent orange » pour défolier les arbres et révéler les caches vietcongs. Plus de 60 millions de tonnes de ce dérivé ultra-toxique de la dioxine sont répandues. Les soldats US qui participent à l'opération se plaignent très vite de problèmes de santé, puis de cancers et de malformations chez leurs enfants. Ils mettront 20 ans à obtenir la reconnaissance du Pentagone et un dédommagement de 180 millions de dollars.

À Saigon, le 30 août 1969, la plantation d'hévéas Michelin est accidentellement touchée lors d'un épandage d'agent orange. La société française sera indemnisée à hauteur de 90 dollars par pied d'hévéa empoisonné. Quant à la population vietnamienne, elle souffre encore de la pollution chimique trois générations plus tard. Le taux de cancers et de naissances malformées a sextuplé dans les zones touchées. Mais les Washington a pris soin, lors de la signature des accords de normalisation, d'ajouter une clause excluant toute demande d'indemnisation des victimes vietnamiennes. ■



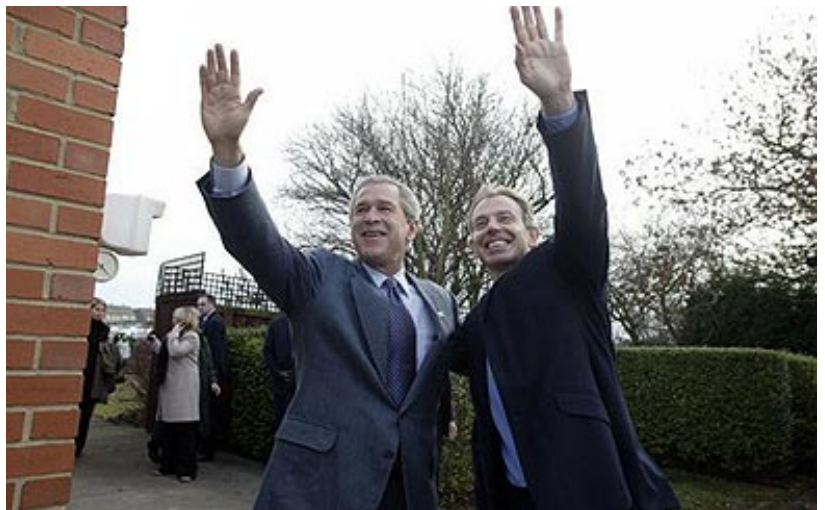
L'OTAN DERRIÈRE L'AFFAIRE THATCHER

Alors que l'avocat de Mark Thatcher a accusé les autorités sud-africaines de se faire de la publicité en arrêtant inutilement son client, la brigade financière a indiqué hier avoir pris sa décision quelques heures avant que le prévenu ne fuit le pays pour se réfugier aux États-Unis. M. Thatcher est accusé d'avoir participé à la tentative de coup d'État en Guinée équatoriale, en mars dernier. Faisant diversion, les agences de presse anglo-saxonnes centrent leurs dépêches sur la personnalité controversée du rejeton de la « dame de fer ». Mais au Cap, l'enquête progresse. Il apparaît que l'ensemble de l'opération était sous contrôle des services secrets de l'OTAN. Le recrutement, l'armement et l'équipement des mercenaires, y compris l'achat d'un Boeing 727 militarisé, ont été financés par un groupe de personnalités conservatrices incluant Lord Archer et le magnat des télécommunications sud-africaines, Gianfranco Cicogna. Toute une logistique d'observation avait été déployée depuis la base navale de l'OTAN à Rota (près de Cadix), incluant la frégate espagnole *Canarias*, tandis que 500 commandos espagnols se tenaient prêts à débarquer du *Patiño*. Severe Moto, destiné à s'emparer de la présidence guinéenne, avait été acheminé au Mali et s'apprêtait à rejoindre les mercenaires. ■

La démocratie n'est pas soluble dans l'atlantisme

Tony go home !

Onze parlementaires britanniques ont ressuscité une ancienne procédure d'*impeachment* et demandent à leurs collègues de destituer le Premier ministre, Tony Blair. Ils entendent sanctionner l'affront qu'il a fait à la démocratie en mentant à la Chambre des Communes pour entraîner le pays dans une guerre voulue par les États-Unis. Pour la première fois depuis la chute du Mur de Berlin, des parlementaires occidentaux s'insurgent contre l'alignement atlantiste et luttent pour recouvrer leur droit de contrôle de l'exécutif.



Onze députés britanniques ont décidé, jeudi 26 août 2004, d'entamer une procédure de destitution du Premier ministre Tony Blair. L'initiative a de quoi surprendre : une telle procédure n'est pas prévue dans le fonctionnement normal des institutions. En réalité, elle figure dans la coutume et a déjà été employée par le passé, mais sa dernière utilisation remonte à... plus de 150 ans, contre Lord Palmerston. Mais la Grande-Bretagne a une longue tradition de résistance à l'arbitraire et à l'autoritarisme de l'État. Les récentes manipulations auxquelles s'est livré Tony Blair face à la Chambre des Communes ont ainsi fait l'objet d'un rapport d'une centaine de pages rédigé par Glen Rangwala, professeur de science politique au Newnham College de Cambridge, et Dan Plesch, membre honoraire du Birbeck College de Londres [1].

Le fondement constitutionnel est rappelé en préambule du document par l'un des plus fervents défenseurs de la motion, le député nationaliste écossais Adam

Price. Il affirme s'appuyer sur « *une des plus anciennes doctrines parlementaires : le principe de la responsabilité ministérielle, qui veut que ceux qui nous dirigent ne peuvent nous tromper et ensuite rester à leur poste. Il est tout simplement inédit qu'un ministre refuse de démissionner face à des preuves aussi accablantes.* ». L'objet de la première partie du rapport est justement de recenser les preuves matérielles du mensonge de Tony Blair aux parlementaires britanniques, mensonges qui eurent pour conséquence de mettre en danger la sécurité nationale.



Adam Price

Lorsque le président états-unien William Jefferson Clinton se vit menacer d'une procédure similaire de destitution, en 1999, on lui reprochait également d'avoir menti à son opinion publique. C'est donc bien le mensonge qui, comme à Tony Blair, lui valait d'être soumis à une tentative d' *impeachment*. Mais contrairement au Premier ministre britannique, son mensonge ne cherchait pas à égarer le Congrès, garant de la représentation nationale et fédérale. Le président Clinton

souhaitait uniquement se tirer du mauvais pas dans lequel l'avaient placé certains leaders néo-conservateurs au sujet des relations intimes qu'il entretenait avec une de ses jeunes stagiaires. Ce qui est reproché à Tony Blair est d'une autre nature et d'une autre gravité. Selon Adam Price, « *la conduite du Premier ministre a détruit la réputation d'intégrité du Royaume-Uni partout dans le monde ; elle a entraîné une guerre dont on ne voit pas la fin ; elle a causé du tort et discrédité les services de renseignement qui sont essentiels pour la sécurité de l'État ; elle a affaibli la Constitution en affaiblissant le gouvernement jusqu'au point de rupture et elle a transformé en farce l'autorité du Parlement en tant que représentant du peuple.* ».

Il serait fastidieux de reprendre point par point les mensonges avérés de Tony Blair sur l' « *arsenal irakien* ». C'est d'ailleurs plus la méthode employée que la nature des arguments qui est intéressante. La campagne de désinformation massive a réellement commencé début 2002, avant de s'accélérer à l'automne. Le 24 septembre, devant les Communes, le leader travailliste demandait aux parlementaires d'accepter en toute confiance les arguments qu'il allait avancer sur la menace irakienne : « *J'ai conscience, bien sûr, que les gens vont devoir accepter les éléments sur [cette question] en se fondant sur la bonne foi de nos services de renseignement. Mais c'est ce qu'ils me disent à moi, le Premier ministre, et à mes collègues. Le tableau qu'ils brossent a été réalisé au cours des quatre dernières années. Il est exhaustif, détaillé et catégorique.* ». Par cette déclaration, Tony Blair se défausse par avance : si les renseignements qu'il présente à la Chambre sont faux, la faute en incombera aux services secrets. La même stratégie de défense a d'ailleurs été adoptée *a posteriori* par l'équipe de George W. Bush, qui s'est elle aussi défaussée sur les renseignements fournis par la CIA. En oubliant simplement de préciser qu'elle avait elle-même demandé aux services de renseignement de charger la barque irakienne.

Le rapport établi par Rangwala et Plesch ne cherche pas à savoir qui, des services de renseignement ou de l'exécutif britannique, a trompé l'autre. Il

démontre simplement qu'à plusieurs reprises, Tony Blair a exagéré des informations recueillies par ses services, qu'il les a même parfois contredites, et qu'il a systématiquement écarté tous les éléments de renseignement n'allant pas dans le sens d'une « *menace irakienne imminente* ». Les rédacteurs donnent plusieurs exemples : en pratiquant une démarche d'amalgame, le Premier ministre britannique a assimilé les armes non retrouvées par les inspecteurs de l'ONU à des armements existants et dissimulés par Saddam Hussein. Pourtant, autant les inspecteurs de l'ONU que ses propres services ont répété à plusieurs reprises qu'il existait différentes explications possibles à ces absences. Seule une petite partie, tout au plus, pouvait avoir été mise à l'abri par Bagdad. Tony Blair a également répété, sur la base de prétendues informations venant des services secrets, que le régime irakien projetait d'utiliser ses armes de destruction massive « *à la fois pour la répression interne et pour les agressions extérieures* ». Des éléments démentis par l'ensemble des données recueillies par le Joint Intelligence Committee, selon lequel « *Saddam n'est pas parvenu à menacer sérieusement ses voisins. [...] Saddam a utilisé des ADM par le passé et pourrait le faire à nouveau si son régime était menacé.* ».

Une affirmation qui renforce encore l'idée que Tony Blair a délibérément mis la vie de ses soldats en danger : au nom d'une menace inexistante, il a choisi d'envoyer ses troupes aux côtés de l'US Army, prenant le risque de voir Bagdad se défendre alors par tous les moyens. Dans le *September Dossier* présenté par Tony Blair à la Chambre des Communes pour étayer ses affirmations, cette phrase fut donc ainsi reformulée à la demande de Jonathan Powell, directeur de cabinet de Downing Street : « *les renseignements recueillis indiquent que dans le cadre de la planification militaire, Saddam est disposé à utiliser des armes chimiques et bactériologique* » [2].



Tony Blair devant le Congrès des États-Unis
Juillet 2003

Finalement, même cette possibilité dut être écartée au regard des faits : au cours de l'invasion des forces britanniques, australiennes et états-uniennes, Saddam Hussein n'eut à aucun moment recours à des armes chimiques ou bactériologiques. Le 8 avril 2003, Tony Blair restait pourtant confiant : « *Sur la question des armes de destruction massive, nous savons que le régime les a, nous savons que lorsque le régime s'effondrera, nous serons mené jusqu'à elles* », affirmait-il dans un communiqué. Ce qui le conduisit, *a posteriori*, à s'enfermer dans son mensonge face aux parlementaires qu'il avait délibérément trompés. Tony Blair soutint ainsi un temps la fable des installations biologiques mobiles repérées par ses services, avant que l'expert en armement David Kelly n'infirmât cette fumeuse théorie.

Le rapport Rangwala & Plesch recense également toute une série de manipulations opérées à partir de renseignements recueillis par les services secrets, déjà pointées par la commission Hutton. Mais les rapporteurs vont beaucoup plus loin : selon eux, « *les éléments publiquement disponibles laissent fortement penser que le Premier ministre a compris que les États-Unis*

planifiaient l'invasion de l'Irak depuis la fin 2001 ». La réalité de la menace irakienne aurait donc été subordonnée à la volonté de Tony Blair de s'aligner sur la position états-unienne, alignement opéré à la mi-2002. Ce qui pose de manière particulièrement aiguë la légitimité d'une telle décision. Pendant toute cette période, le leader travailliste n'a pas fait part de son engagement aux côtés des États-Unis, ni aux Communes, ni à son propre gouvernement, et encore moins aux électeurs. Les informations recueillies par Bob Woodward dans son livre *Plan of Attack* [3] et contenues également dans le rapport Butler [4] indiquent que Tony Blair et George W. Bush ont notamment accepté de favoriser le retour des inspecteurs en désarmement de l'ONU en Irak pour mieux légitimer l'intervention militaire à venir.

L'ensemble de ces éléments justifie pleinement, selon les auteurs, d'entamer une procédure de destitution du Premier ministre, qui a, depuis, toujours refusé de reconnaître les manipulations auxquelles il s'est livré. En réaction à la publication du rapport Butler, Tony Blair a ainsi expliqué « *Personne n'a menti, personne n'a inventé de l'information, personne n'a inclus des éléments dans ce dossier contre l'avis des services de renseignement (...) Tout le monde a vraiment fait de son mieux pour le pays, en toute bonne foi, dans des circonstances d'une extrême difficulté.* ». Et de poursuivre : « *J'accepte la pleine responsabilité personnelle de la façon dont le problème a été présenté, et donc des erreurs éventuellement commises. Comme le rapport l'indique, il n'y a aucun doute qu'à l'époque, tout le monde croyait véritablement que Saddam Hussein avait à la fois des intentions stratégiques concernant les ADM, et des armes réelles. (...) Ce rapport ne mettra pas fin aux dissensions à propos de la guerre. Mais par son équilibre et son bon sens, il contribuera au moins à les placer sous un jour plus rationnel.* » [5].

La procédure de destitution est donc considérée par les rapporteurs comme le dernier recours dont disposent les parlementaires pour écarter Tony Blair du pouvoir. C'est presque à regret qu'ils font ce constat : ils déplorent que M. Blair n'ait pas démissionné de lui-même, que les commissions Butler et Hutton n'aient pas choisi d'étudier les manipulations délibérément orchestrées par Downing Street, tout comme la chambre des Communes. La liste des chefs d'accusation à l'encontre du Premier ministre est impressionnante : Tony Blair est accusé d'avoir menti au Parlement et au peuple et d'avoir sciemment désinformé pour légitimer son soutien à Washington dans l'invasion de l'Irak. En plus de cette campagne de propagande, il est également accusé de ne pas avoir demandé à ses services de renseignement d'évaluer l'état des lieux fourni par les Irakiens en décembre 2002 au regard des résolutions de l'ONU. En ne cherchant pas à vérifier que l'Irak était bien en rupture de ban par rapport à l'organisation internationale, Tony Blair a donc empêché à l'Attorney General d'être correctement informé sur la légalité de la guerre qu'il était censé autoriser. Les conséquences de ces agissements sont graves : le Royaume-Uni a engagé un conflit en violation du droit international, a discrédité ses services de renseignement et étalé son mépris pour le Parlement au grand jour.

L'éventualité d'une destitution du Premier ministre est difficilement envisageable. Cependant, il convient de saluer la démarche des parlementaires britanniques. Dans les démocraties occidentales actuelles, les mécanismes de mise en cause de la responsabilité de l'exécutif ont progressivement disparu, et

avec elles l'essentiel des pouvoirs des Parlements, le pouvoir de légiférer, mais surtout celui de contrôler. Pendant la Guerre froide, dans toute l'Europe occidentale, les atlantistes ont faussé les institutions qu'ils voulaient défendre : il n'était pas concevable que les élections soient sincères parce qu'il ne fallait pas que les communistes puissent accéder au pouvoir ; et les options de politique étrangères ne pouvaient être réellement débattues par les Parlements car ils ne devaient pas prendre de décisions contraires à celles de Washington. À titre d'exemple, on se souvient qu'en France, le gouvernement Jospin avait engagé des troupes au Kosovo sans autorisation du Parlement, en violation de l'article 35 de la Constitution. La chute du Mur de Berlin a révélé la crise de la démocratie occidentale en privant ces manipulations de légitimité. Il n'est pas anodin que la première fronde parlementaire survienne en Angleterre, le pays où est né le principe de la résistance à l'arbitraire du Léviathan étatique. Et les conséquences se font déjà sentir : depuis près d'un an, Tony Blair refuse de se rendre aux États-Unis pour y être décoré de la Médaille du Congrès, une haute distinction qui lui a été décernée pour son soutien indéfectible à la politique états-unienne de colonisation de l'Irak. Jadis, cette médaille était un honneur recherché par les dirigeants européens, aujourd'hui elle stigmatise involontairement la corruption de la démocratie.

[1] *A Case to Answer - A first report on the potential impeachment of the Prime Minister for High Crimes and Misdemeanours in relation to the invasion of Iraq*, de Glen Rangwala et Dan Plesch, rapport pour le parlementaire Adam Price, août 2004 (voir le document ci-joint).

[2] « *Iraq's Weapons of Mass Destruction - The assessment of the British Government* », Services du 10 Downing Street, 24 septembre 2002.

[3] *Plan of Attack*, de Bob Woodward, Simon & Schuster, 2004.

[4] « *Review of Intelligence on Weapons of Mass Destruction* », sous la direction de Lord Butler, 14 juillet 2004.

[5] *Prime Minister's Statement on the Butler Report*, Foreign & Commonwealth Office News, 14 juillet 2004.

Documents



Rapport pour la destitution du Premier ministre Tony Blair

A Case to Answer - A first report on the potential impeachment of the Prime Minister for High Crimes and Misdemeanours in relation to the invasion of Iraq, de Glen Rangwala et Dan Plesch

PDF - 606.7 ko

Haïti : une polémique en trompe l'œil

Analyse

Le journaliste Charles Najman assure dans *Libération* que si Aristide a tué moins d'Haïtiens que les Duvalier, il est un plus grand criminel car il assassiné leur espoir. Louant les mérites du rapport Debray et de l'interventionnisme de Dominique de Villepin, il déplore la timidité de son successeur Michel Barnier. Exerçant son droit de réponse, ce dernier rétorque que la France n'a jamais été aussi présente en République d'Haïti, où il s'est déjà rendu deux fois en quelques mois, où un millier de soldats ont été déployés et où une aide financière a été apportée.

Cette fausse polémique en cache une vraie. M. Najman a souvent manifesté sa sympathie pour André Apaid, que les États-Unis destinaient à succéder à Aristide. Il s'est enthousiasmé du départ d'Aristide et s'inquiète du refroidissement français dans cette affaire. Il feint de croire que le repositionnement politique de Paris est lié au changement de ministre et tente d'exercer une pression sur lui. Nos lecteurs se souviennent que le Réseau Voltaire révéla le rôle de la mission Debray tel qu'il a été interprété par le gouvernement haïtien, ainsi que la manière dont les Forces spéciales US enlevèrent le président Aristide. Nos articles, qui furent repris par la presse hispanophone et firent le tour du monde provoquèrent la colère des États des Caraïbes, émurent le Conseil de sécurité de l'ONU et incitèrent le gouvernement français à réviser sa politique peu avant le remaniement ministériel. Parmi les nombreux éléments que nous avons mis en lumière apparaissait le rôle de l'association Fraternité universelle, présidée par Véronique Albanel, sœur de Dominique de Villepin. Or nous avons négligé de préciser, en mars dernier, une information qui semblait alors sans importance : cette association se targuait du soutien d'un commissaire européen de l'époque... Michel Barnier. En d'autres termes, avant même de rejoindre le Quai d'Orsay, M. Barnier, passant outre son

statut européen, était activement impliqué dans la politique française en Haïti. Mais, au grand dam de son contradicteur, il a suivi l'évolution de cette politique et la prise de distance avec Washington.

Six mois après l'intervention états-unienne, chacun peut dresser un bilan : le nouveau régime s'est installé dans le sang et a trouvé le moyen de mettre en coupe réglée le pays le plus pauvre de la planète, notamment par le biais de la surfacturation des deux seuls services qui fonctionnaient encore, l'électricité et du téléphone. Sans que l'opinion internationale ne perçoive de lien avec les événements d'Haïti, la société Halliburton a annoncé cet été que des gisements pétroliers avaient été découverts au large de l'île et de Cuba depuis plusieurs années et que leur existence avait été gardée secrète. La France aura beaucoup à faire pour réparer son erreur de jugement.

Également mis en cause dans *Le Figaro*, cette fois pour avoir laissé l'influence française s'effriter à la Commission européenne, Michel Barnier use de son droit de réponse dans un entretien accordé au quotidien. Il peine à convaincre que le commissaire français Jacques Barrot détient un portefeuille clé : les Transports. À l'évidence, le ministre des Affaires étrangères cache son jeu. Tout laisse à penser que la stratégie de Paris est à l'inverse de son discours : puisque l'Union européenne à 25 est politiquement bloquée quand elle n'est pas sous influence états-unienne, autant en faire son deuil. Le nouveau président de la Commission, José Manuel Barroso, a été publiquement imposé par George W. Bush. Il a composé une équipe de libéraux et d'atlantistes forcenés. Il est vain d'affronter ce dispositif, mieux vaut le paralyser délibérément et initier, par ailleurs, une intégration politique franco-allemande.

Le Prix Nobel de la Paix José Ramos Horta dénonce dans *The Age* le pacifisme occidental qui, après avoir longtemps abandonné le Timor à son sort, refusait d'intervenir en Irak pour faire cesser les crimes de Saddam Hussein et freine aujourd'hui une action au Darfour. Cependant une analogie ne vaut pas raisonnement. À supposer que le lecteur partage les présupposés de M. Ramos Horta, la nécessité d'agir au Darfour ne signifie pas que l'action doit être armée. Par ailleurs, l'auteur suggère que les pacifistes s'alignent sur les intérêts arabes en s'opposant à la guerre en Irak et à Gaza et en protégeant les milices arabes au Soudan. Il s'agit là d'une imputation non-étayée qui ressort du procès d'intention raciste.

Yossi Beilin, fondateur du Yahad, stigmatise dans le *Jerusalem Post* les velléités du Parti travailliste, qu'il a quitté, de participer à un gouvernement d'union nationale avec Ariel Sharon. Par aveuglement (ou par intérêt personnel) les dirigeants de la gauche israélienne sont prêts à soutenir une stratégie qui est à l'opposé de leur programme.

Deux parlementaire britanniques, Boris Johnson dans le *Daily Telegraph* et Adam Price dans le *Guardian*, expliquent leur volonté d'engager une procédure d'Impeachment contre Tony Blair. Le lecteur se reportera à notre article de « une » pour en situer le contexte.

Deux sénateurs, le républicain Trent Lott (qui a des comptes personnels à régler avec son parti) et le démocrate Ron Wyden, alertent les lecteurs du *New York Times* sur le danger que fait courir à la démocratie l'excès du secret-Défense.

Depuis les attentats du 11 septembre, l'administration Bush classe presque tout ce qu'elle produit au motif que les terroristes ne doivent rien en savoir. Mais c'est surtout un moyen pour cacher ce qu'elle fait aux parlementaires et échapper à leur contrôle. Les deux sénateurs proposent donc la création d'une Commission indépendante chargée d'évaluer le bien-fondé de ces classifications.

Enfin, Noel Koch, un ancien de l'équipe Nixon, déplore dans le *Washington Post* la campagne de presse conduite par les républicains contre le candidat démocrate à propos de ses états de service au Vietnam. Il souligne le caractère malsain de cette polémique qui oblige les héros à se justifier. Cette tribune inattendue est une aubaine pour John Kerry, mais elle ne suffira certainement pas à renverser la tendance aux yeux de l'état-major. Le problème n'est pas en effet de savoir si Bush s'est planqué dans la Garde nationale ou si Kerry a enjolivé ses faits d'armes, mais sur lequel des deux hommes les généraux peuvent compter. Et sur ce point, Kerry est toujours le plus mal placé.

Réseau Voltaire

Charles Najman



Charles Najman est journaliste et réalisateur. Il a réalisé en Haïti *Royal Bonbon* et *La Fin des chimères ?*.

« Aider Haïti à se relever »

Source : Libération

Référence : « Aider Haïti à se relever », par Charles Najman, *Libération*, 17 août 2004.

La France a joué un rôle non négligeable dans la résolution de la **crise haïtienne** qui s'est conclue par la chute du président Aristide en février, puis son « exil » en Afrique du Sud. Le « rapport Debray » de la mission Haïti-France a constitué une bonne base de départ pour renouer les liens historiques entre les deux pays. Depuis, malheureusement, la France est retombée dans un silence assourdissant, aggravé, peut-être, par le départ du tonitruant Dominique de **Dominique de Villepin** du ministère des Affaires étrangères.

La France doit écouter les Haïtiens, soulagés par le départ d'Aristide, mais face à une tâche immensément ardue. Depuis que le petit despote est tombé de son trône, Haïti est retombé dans l'isolement. La seule réussite d'Aristide aura été d'unir toutes les couches sociales contre lui. Ce n'est pas un hasard si sa chute a eu lieu un mois après le bicentenaire de l'indépendance d'Haïti, car cette commémoration a rappelé aux Haïtiens le gouffre séparant la fierté légitime de leur glorieuse révolution et la honte face à la litanie des despotes. La « nation pathétique » en vient à se demander si on ne lui fait pas payer depuis toujours la singularité de sa révolution antiesclavagiste et son défi à l'Occident et s'il n'existe pas finalement une pente fatale au despotisme en Haïti.

Avec la chute d'Aristide, on assiste à la fin d'un cycle. Le pays s'interroge sur son avenir et ce d'autant plus que si Aristide a tué moins d'Haïtiens que les Duvalier, il a été sans doute une pire calamité que Papa et Bébé Doc. Car ce qu'il a surtout tué c'est l'espoir de tout un peuple qui croyait en lui. Il n'a pas à

proprement parlé été un dictateur, il a été le maître du chaos, il a créé un anarchisme dévoyé. La volonté de détruire l'État était arrivée à la tête de l'État et aujourd'hui, la France doit aider à reconstruire le pays ou plutôt à le construire en l'aidant à se débarrasser du messianisme qui caractérise la vie politique haïtienne..

Michel Barnier



Ancien commissaire européen français chargé de la politique régionale et ancien président du groupe défense de la Convention européenne, Michel Barnier est ministre français des Affaires étrangères.

« Le Quai d'Orsay n'a pas abandonné Haïti »

Source : Libération

Référence : « Le Quai d'Orsay n'a pas abandonné Haïti », par Michel Barnier, *Libération*, 26 août 2004.

Monsieur Charles Najman a raison lorsqu'il écrit que la communauté internationale doit se mobiliser pour aider Haïti, mais il a tort de croire que la France s'est désengagée. À titre de symbole de notre implication, nous pourrions rappeler que, alors qu'aucun ministre des Affaires étrangères français ne s'était rendu en Haïti depuis deux siècles, **Michelle Alliot-Marie**, puis moi-même, avons fait, au cours des six derniers mois, le déplacement vers ce pays. Je me suis même rendu deux fois à Haïti au mois de mai. Le jour même de la **démission de Jean-Bertrand Aristide**, la France et les États-Unis ont fait adopter au Conseil de sécurité de l'ONU une résolution autorisant le déploiement d'une force internationale pour laquelle la France a détaché un millier de soldats. Nos militaires ont fait un travail remarquable et près de 80 de nos gendarmes et policiers encadrent la reconstruction d'une police haïtienne.

Aujourd'hui, l'objectif est d'aider les citoyens haïtiens à reprendre confiance dans leur pays en restaurant l'économie et l'État. Ainsi, EDF réalise un audit sur la reconstruction du réseau électrique haïtien à la demande de M. Latortue et j'ai personnellement obtenu qu'il soit financé par l'Agence française de développement. Notre effort en faveur d'Haïti se monte cette année à 27 millions d'euros. Dès la formation du gouvernement de M. Latortue, la France a plaidé auprès de ses partenaires européens en faveur de la levée des sanctions. Nous avons été entendus et la Commission européenne va débloquer 260 millions d'euros. Dans quelques jours, Renaud Muselier, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, se rendra à ma demande en Haïti pour faire le point de l'ensemble de nos programmes bilatéraux avec nos partenaires haïtiens.

Michel Barnier



Ancien commissaire européen français chargé de la politique régionale et ancien président du groupe défense de la Convention européenne, Michel Barnier est ministre français des Affaires étrangères.

« Cessons de nous dénigrer ! »

Source : Le Figaro

Référence : « Cessons de nous dénigrer ! », par Michel Barnier, *Le Figaro*, 26 août 2004.

Ce texte est adapté d'une interview.

José Manuel Barroso a construit une équipe solide avec beaucoup d'autorité et d'efficacité, au point d'anticiper d'une semaine la date initialement prévue pour la constitution de son collègue. C'était un exercice difficile en raison de l'accroissement du nombre de commissaires. Le futur président de la Commission a privilégié la collégialité, comme la France l'a toujours préconisé, car ce principe fait l'originalité, la force et la légitimité de la Commission.

Jacques Barrot est un homme de conviction, d'expérience, de courage, qui dispose des qualités essentielles pour participer pleinement au fonctionnement collégial de la Commission. Il sera l'un des cinq vice-présidents. Il aura donc un poste d'influence et son portefeuille couvre un secteur important de l'action européenne : transports terrestres, maritimes, aériens, grands réseaux de transports trans-européens...

Il n'y a pas de déclin de la France ou de perte d'influence de la France en Europe. La France est très bien représentée en Europe où elle défend un projet et des idées, c'est une vraie force de proposition et de rassemblement en matière économique, de justice et de police, de défense commune... Bien sûr l'Europe change et on ne négocie plus à 25 comme on le faisait à douze, il y a dix ans. Mais je l'ai dit à plusieurs reprises : un pays influent est un pays qui sait proposer et convaincre, écouter aussi pour bâtir des majorités autour de ses idées. Cette stratégie d'influence sera le thème majeur de la conférence des ambassadeurs.

Les Français, et il ne sont pas les seuls en Europe semblent ressentir une certaine lassitude vis-à-vis de l'Union européenne. J'ai la conviction qu'ils restent intéressés par l'Europe, mais ils sont aussi inquiets de cette entreprise qu'on leur explique si peu. Ce sera tout l'enjeu de la campagne pour la ratification de la Constitution européenne et le gouvernement s'y engagera pour convaincre les Français.

Jose Ramos-Horta



Jose Ramos-Horta qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1996 est ministre des Affaires étrangères du Timor oriental.

« Le silence face au génocide »

Source : The Age

Référence : Silence in the face of genocide », par Jose Ramos Horta, *The Age*, 26 août 2004.

L'invasion de l'Irak par l'Irak a provoqué la mort d'un million de personnes et l'emploi de gaz de combat contre des civils sans qu'on n'observe de manifestations en Occident ou dans des pays musulmans. Cette guerre a duré huit ans et ce n'est que lorsque l'Irak a envahi le Koweït que la communauté internationale a réagi. Aujourd'hui, au Darfour, on assiste à un nettoyage ethnique, mais la communauté internationale reste muette. Ceux qui avaient protesté contre la libération de l'Irak ou les actions d'Israël à Gaza sont silencieux face aux massacres de civils par des milices arabes du gouvernement soudanais.

On peut lire beaucoup de textes regrettant que le monde soit unipolaire, mais est-ce vraiment un mal ? On a vu les guerres causées par un monde bipolaire. Ceux qui blâment les États-Unis pour leur statut oublient qu'ils l'ont acquis grâce à leurs qualités. Ceux qui dénoncent l'arrogance et l'égoïsme des États-Unis oublient le nombre d'Américains qui sont morts pour libérer l'Europe et l'Asie. Cela ne veut pas dire que les États-Unis ne sont pas capables de commettre des actes barbares ou de soutenir des régimes despotiques. Ils le font encore. Mais cela signifie que les États-Unis peuvent être une force agissant pour le bien du monde.

Je ne pense pas qu'ils pouvaient éviter de faire la guerre à l'Afghanistan, mais ils auraient pu éviter la guerre d'Irak. Toutefois, le seul responsable de cette guerre est Saddam Hussein. Si le mouvement contre la guerre avait gagné, c'est cet assassin de masse qui aurait été victorieux. Parfois, il faut faire la guerre et les membres du Conseil de sécurité de l'ONU cherchent trop leur intérêt politique. **Bill Clinton** et **Tony Blair** s'en sont passés pour faire cesser les massacres au Kosovo, tout comme l'Afrique du Sud de **Nelson Mandela** était intervenu au Rwanda en 1994. Il faut se mobiliser pour le Darfour. L'Occident doit fournir une aide logistique à l'Union africaine pour déployer des troupes dans cette région.

Yossi Beilin



Yossi Beilin est ancien ministre de la justice israélien et l'un des principaux négociateurs des accords de Genève. Dissident du parti travailliste israélien, il est président du parti Yahad.

« La vision dangereuse d'Ariel Sharon »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Sharon's dangerous vision », par Yossi Beilin, *Jerusalem Post*, 26 août 2004

Depuis le début du processus de paix à Madrid en 1991, Gaza n'a jamais été un sujet de négociation car tous savaient qu'un accord avec les Palestiniens inclurait un retrait israélien du territoire. Si Ehud Barak avait négocié quelle part de la Cisjordanie il laisserait aux Palestiniens, il n'y a pas eu de négociation sur Gaza qui devait leur revenir intégralement. Aujourd'hui, Ariel Sharon compte abandonner Gaza et trois ou quatre enclaves aux Palestiniens et pense régler ainsi le problème tout en conservant 50 % de la Cisjordanie. Comprenant qu'il ne trouverait aucun partenaire palestinien pour signer un tel accord, il a décidé de procéder unilatéralement.

Sharon n'est pas prêts à payer le prix d'un accord définitif avec les Palestiniens qui serait pourtant essentiel pour la sécurité d'Israël et pour maintenir un État à la fois juif et démocratique. Bien que la gauche considère dangereuse l'approche de Sharon, elle défend son projet de retrait de Gaza et finit par le défendre contre son propre parti. Ce retrait est devenu si essentiel pour elle qu'elle est prête à lui pardonner la guerre du Liban, la visite de l'esplanade des mosquées, les assassinats ciblés et sa politique économique cruelle et elle est prête à rejoindre son gouvernement.

Le camp de la paix doit pourtant comprendre que Sharon utilise la bonne volonté de la gauche pour mener une politique à l'antipode de ce à quoi elle croît. Chaque fois que la gauche soutient le Premier ministre, elle se tire une balle dans le pied. Il faut exposer ses plans et se poser en alternative.

Boris Johnson



Boris Johnson est député conservateur britannique, chroniqueur régulier du *Daily Telegraph* et

« Est-il temps de commencer une procédure d'impeachment concernant l'Irak ? »

Source : Daily Telegraph

Référence : « Isn't it time to impeach Blair over Iraq ? », par Boris Johnson, *Daily Telegraph*, 26 août 2004.

Cet été, je me suis penché sur le rapport *A Case to Answer* démontrant que Tony Blair nous a trompé sur la question des armes de destruction massive irakiennes. Il n'a pas réellement menti, mais il a utilisé sa science de la

rédacteur en chef de *The Spectator*. Il est vice-président du Parti conservateur.

communication et la confiance qui se rattache à sa fonction pour convaincre le public d'une grande contre-vérité. Il a affirmé que Saddam Hussein était une menace pour les Britanniques alors que ce n'était pas le cas et il a affirmé qu'il s'appuyait sur des rapports des services de renseignement alors qu'il a transformé en faits des hypothèses.

Ce qui me rend furieux, c'est qu'il se soit concentré sur ce *casus belli* alors qu'il y avait bien d'autres raisons de faire la guerre à Saddam Hussein. Il y a deux ans, je lui avait conseillé dans ces colonnes de construire un vrai dossier contre Saddam Hussein et d'expliquer que le monde serait plus sûr sans lui et que l'Irak pourrait devenir une vraie démocratie. Si Blair avait été brave, il aurait expliqué à la Chambre des Communes que la Maison-Blanche voulait redessiner le Moyen-Orient pour qu'il corresponde davantage à ses intérêts et que l'intérêt de la Grande-Bretagne était de participer à cette guerre et de soutenir l'Amérique. Mais il savait que ses partisans ne le soutiendraient pas, alors il a parlé des armes de destruction massive. Il avait raison concernant Saddam Hussein, il avait raison concernant la guerre, mais il a eu tort d'employer des moyens malhonnêtes pour convaincre la population.

C'est pour cette raison qu'**Adam Price** suggère d'appliquer une procédure d'impeachment. Si elle était adoptée, cela ne forcerait pas nécessairement Blair à la démission, mais il devrait s'expliquer devant le Parlement.

Adam Price



Adam Price est député britannique du Plaid Cymru, un parti gallois. Il est à l'origine de la procédure d'impeachment contre Tony Blair.

« Nous en sommes maintenant au dernier recours politique - lancer une procédure d'impeachment contre Blair »

Source : The Guardian

Référence : « Now for the politics of last resort - impeach Tony Blair », par Adam Price, *The Guardian*, 26 août 2004.

En prenant la direction du *New Labour*, **Tony Blair** avait promis davantage d'honnêteté et de sincérité. Si on regarde aujourd'hui son action, ce discours qui n'a pas dix ans, semble parodique. La vérité est le fondement de la démocratie car sans vérité, il n'y a pas de confiance et donc pas de légitimité. Des discours trompeurs ont entraîné la mort de 64 de nos soldats et de 13 000 Irakiens. Bien sûr, Blair n'a pas vraiment menti, il est trop malin pour ça, mais il n'a pas dit la vérité. Il n'a pas dit que Saddam Hussein et Oussama Ben Laden étaient liés, mais il a laissé entendre que les troupes britanniques iraient en Irak pour combattre Al Qaïda. Aujourd'hui, on sait ce que Blair savait et quand il l'a su et on peut affirmer que Blair a organisé une manipulation pour pousser un parlement et une opinion publique sceptique à accepter la guerre en Irak, une guerre à laquelle il avait promis à **George W. Bush** de participer depuis longtemps.

Les preuves de sa duplicité sont nombreuses. Il a exagéré les rapports des services de renseignement. Il a affirmé que l'Irak avait de larges stocks d'armes

de destruction massive alors que les services de renseignements disaient qu'il avait peut-être de petites quantités d'agents chimiques et biologiques et il a affirmé que l'Irak pourrait donner ses armes à des groupes terroristes alors que les services de renseignement pensaient que ce risque serait accru par une chute du régime irakien. Malgré les preuves de sa tromperie, il refuse de démissionner. La responsabilité est le fondement de la démocratie et le Parlement doit donc prendre une mesure d'Impeachment comme il l'a déjà fait par le passé. Nous demandons à Blair de partir.

Trent Lott, Ron Wyden



Trent Lott est sénateur républicain du Missouri. Ancien dirigeant de la majorité républicaine au Sénat, il a été contraint à la démission après avoir fait l'éloge d'un défenseur de la ségrégation Strom Thurmond. Il est membre du Comité sur les questions de renseignement du Sénat.



Ron Wyden est sénateur démocrate de l'Oregon. Il est membre du Comité sur les questions de renseignement du Sénat.

« Cacher la vérité dans un nuage de fumée »

Source : New York Times

Référence : « Hiding the Truth in a Cloud of Black Ink », par Trent Lott et Ron Wyden, *New York Times*, 26 août 2004.

En septembre, le Congrès devra à nouveau se pencher sur la réforme des services de renseignement afin de mieux nous protéger contre le terrorisme. Les républicains et les démocrates font de leur mieux pour assumer leur part de responsabilité dans la sécurité nationale, mais trop souvent le Congrès et la population manquent de connaissance de ces sujets et ne peuvent s'assurer que le travail est bien fait. Thomas H. Kean, le président de la **Commission d'enquête sur le 11 septembre** a attesté que les trois quarts des documents classifiés auxquels il a eu accès n'auraient pas dû être secrets.

Aujourd'hui, la classification et le secret ont atteint une telle ampleur qu'il devient difficile de vérifier les actions du gouvernement et la pertinence d'une politique. En dix ans, le nombre de documents classifiés a doublé. Cela peut nuire à la possibilité pour la population de contrôler les politiques du gouvernement. Il faut donc qu'une commission indépendante se penche sur cette question pour revoir les standards de classification.

Nous avons rédigé une loi qui créera un Bureau national de la classification de la sécurité nationale vers lequel le Congrès pourra se tourner s'il veut remettre en cause la classification d'un document par le gouvernement. Les États-Unis ne peuvent pas rester une démocratie si une branche du pouvoir empêche le libre accès à l'information.

Noel Koch

Noel Koch a été assistant spécial de Richard Nixon (1971-1974) et vice-secrétaire à la Défense responsable du planning politique du Pentagone (1981-1986).

« Quand Bob Dole disait non »

Source : Washington Post

Référence : « When Bob Dole Said No », par Noel Koch, *Washington Post*, 26 août 2004.

Bob Dole m' a affirmé que l'équipe de campagne de George W. Bush lui avait demandé de mener les vétérans dans la campagne électorale et attaquer John Kerry, mais qu'il n'en avait pas envie car il n'avait rien contre Kerry. Cette conversation m'a ramené des années en arrière, en 1970, quand Bob Dole, alors jeune sénateur, avait été nommé à la tête du Parti républicain. C'était une reconnaissance pour un homme qui avait été cloué sur un lit pendant longtemps à cause d'une blessure reçue durant la Seconde Guerre mondiale et qui s'était promis de rattraper le temps perdu. C'était aussi un cadeau empoisonné qui consistait surtout à récolter les souscriptions. À l'époque, je travaillais sous la direction de Charles Colson, l'homme chargé de mobiliser les républicains pour attaquer les démocrates afin qu'ils soient toujours sur la défensive. Colson et Dole avaient de très mauvais rapports car Dole refusait de faire des attaques systématiques contre les démocrates. Finalement, en 1972, c'est Dole qui fut viré.

Dole appartient à cette génération qui sait ce qu'est le dévouement et ce qu'est l'arbitraire de la guerre. Comme Kerry, Dole n'a pas dû aller à l'hôpital pour sa première *Purple Heart* et il n'a pas passé beaucoup de temps au combat avant d'être gravement blessé. Moi, j'ai passé un an au Vietnam et je n'ai jamais été blessé. Mon frère est resté moins longtemps, mais il a été blessé trois fois. Il est honteux qu'aujourd'hui on en vienne à compter combien de fois un soldat a été blessé, combien de temps il a souffert et avec quelle gravité. Il est honteux que ce soit des personnes qui ont évité de faire cette guerre qui alimentent cette polémique et qu'un homme comme Dole ait été conduit à y participer.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .